

Afficher l'infolettre dans un autre onglet

Centre québécois du P.E.N. international

Infolettre n° 131

lundi 13 janvier 2025



écriture et liberté

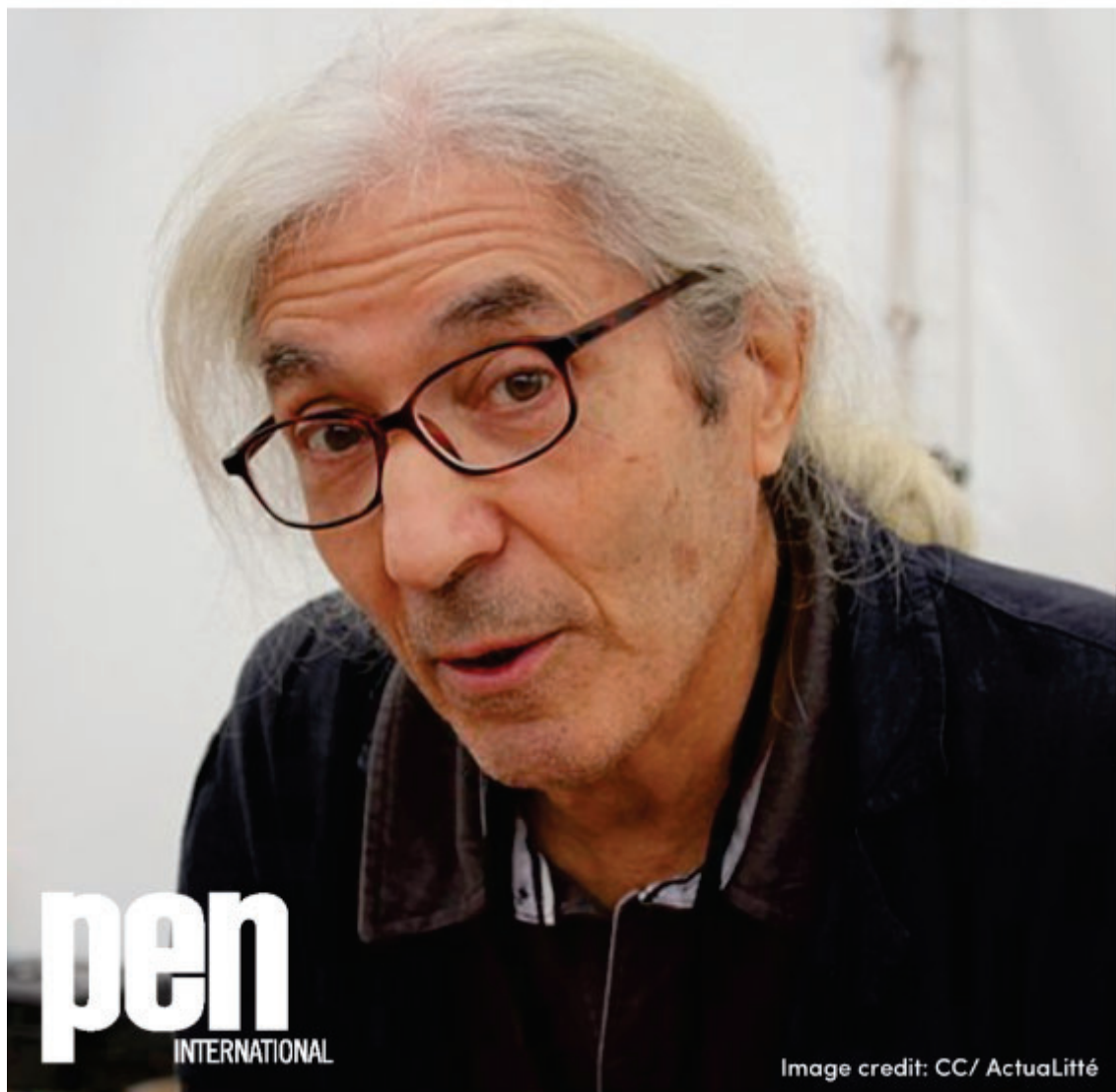




Un rassemblement «Je suis Charlie» en 2015 à Paris. | Crédit : Olivier Ortelpa

France : Je suis Charlie, 2015-2025 : dix ans plus tard, n'oublions pas l'attentat contre Charlie Hebdo et la liberté d'expression

Un rappel : [Déclaration de Paris sur la liberté d'expression face au discours de haine](#), soutenue par PEN Club français et adoptée à l'unanimité lors de la réunion du Comité des écrivains pour la paix, le 21 janvier 2020.



Algérie : l'arrestation et la détention de Boualem Sansal contraires à la liberté d'expression

- 9 décembre 2024

PEN International condamne fermement l'arrestation et la détention de l'éminent romancier algérien Boualem Sansal et appelle à sa libération immédiate et inconditionnelle. Dans l'attente de sa libération, l'organisation demande instamment qu'il soit autorisé à communiquer avec sa famille et avec l'avocat de son choix. PEN International appelle les autorités algériennes à respecter les obligations internationales de l'Algérie en matière de protection du droit à la liberté d'expression en vertu du *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*.

Le 16 novembre, les autorités algériennes ont arrêté l'auteur franco-algérien Boualem Sansal à son arrivée à l'aéroport d'Alger. Son lieu de détention est resté inconnu pendant plus d'une semaine, au cours de laquelle il n'a pas été autorisé à voir sa famille ni à consulter un avocat, ce qui est contraire au droit international. Sansal a été soumis à des interrogatoires en l'absence de son avocat, en violation de son droit à un procès équitable. Il a ensuite été [accusé](#) d'infractions liées à la sécurité nationale en vertu de l'article 87 bis du Code pénal algérien, une disposition [critiquée](#) pour son utilisation fréquente contre les détracteurs du gouvernement, y compris les

défenseurs des droits de l'homme. Selon son équipe juridique, les accusations sont fondées sur des déclarations antérieures qu'il a faites aux médias et qui ont été interprétées comme une menace pour la sécurité nationale de l'Algérie. Sansal a fait appel de sa détention provisoire, l'audience étant prévue le 11 décembre. Nous n'avons pas d'autres nouvelles, sauf le fait de savoir qu'il a été [hospitalisé](#) le 17 décembre.

Tebboune prononce des mots durs à l'égard de Boualem Sansal

Selon *Observ Algérie*, le président algérien Abdelmadjid Tebboune [s'est exprimé](#) pour la première fois sur l'affaire Boualem Sansal lors d'un discours au parlement le 29 décembre 2024. Dans son discours, Tebboune a qualifié Sansal d'« imposteur », critiquant ses prises de position qu'il estime nuisibles à l'identité nationale algérienne. « Aujourd'hui, tu m'envoies un voleur sans identité, qui ne connaît pas son père pour dire que la moitié de l'Algérie appartient à tel ou tel autre État » (débat sur l'appartenance du Sahara occidental au Maroc), a en effet chargé le chef de l'État algérien dans un discours virulent.

[Plus d'info, en cliquant sur français en bas à droite de l'écran.](#)



Turquie : Ilhan Sami Çomak enfin libéré

En août 2024, de nombreux centres PEN, dont PEN Québec, avaient exprimé leur consternation face à la décision de la commission de libération conditionnelle réunie à la prison de Silivri, à Istanbul, de s'opposer à la libération du plus ancien étudiant prisonnier de Turquie, le poète kurde de renommée internationale et membre honoraire de PEN, Ilhan Sami Çomak.

Fort heureusement, Ilhan Sami Çomak a été libéré de la prison de Silivri le 26 novembre dernier, et il s'est rendu auprès de sa famille et de ses amis qui l'attendaient. La Commission des libérations conditionnelles a décidé de sa libération dans la matinée, et son avocat était présent toute la journée pendant que le procureur et le directeur de la prison approuvaient la décision et remplissaient tous les documents nécessaires.



Turquie : abandon des accusations de propagande terroriste contre Yavuz Ekinci

- 9 décembre 2024

Aujourd'hui, la 23^e Haute Cour pénale d'Istanbul a rejeté toutes les charges retenues contre l'écrivain Yavuz Ekinci, qui risquait jusqu'à sept ans et demi de prison pour de faux motifs de propagande terroriste pour son livre, *Rüyası Bölünenler (Rêve divisé)*. PEN International se réjouit de cette nouvelle et demande instamment aux autorités turques d'œuvrer à la mise en place d'un environnement favorable à Ekinci et à ses collègues écrivains.

« Le rejet de l'affaire de propagande terroriste grotesque contre Yavuz Ekinci est une victoire pour ce dernier et pour les autres écrivains de Turquie, qui continuent d'être persécutés simplement pour avoir écrit des livres. Bien que ce jugement offre une lueur d'espoir, PEN International continue d'exhorter les autorités de Türkiye à faciliter un environnement où les écrivains peuvent créer librement, sans crainte de représailles. Le livre d'Ekinci est toujours interdit de publication, de distribution et de vente. Nous renouvelons notre appel à la levée de l'interdiction et au plein respect des droits à la liberté d'expression et d'opinion », Burhan Sonmez, président de PEN International.

Le 14 mars 2023, un tribunal d'Istanbul avait déjà [jugé](#) que *Rêve divisé* comportait du contenu assimilable à de la « propagande terroriste » et interdit sa publication, sa distribution et sa vente. Des exemplaires du livre avaient également été confisqués.

[Plus d'info](#), en cliquant sur français, en bas à droite de l'écran.



Mali : appel à la libération d'Étienne Akaba Sissoko

- 18 décembre 2024

Lettre ouverte au ministre malien de la justice et des droits de l'homme, garde des Sceaux :

Cher Monsieur Mahamadou Kassogué,

« Nous, soussignés, Centres de PEN International en Afrique, demandons instamment aux autorités maliennes d'annuler de toute urgence et sans condition la condamnation de l'auteur, économiste, universitaire et militant non violent malien, le professeur Étienne Akaba Sissoko, d'abandonner toutes les charges retenues contre lui et de le libérer de prison.

Nous avons examiné les informations liées à l'arrestation du professeur Étienne Akaba Sissoko à son domicile de Bamako et à sa détention le 25 mars 2024 par la Brigade d'enquête judiciaire. Le 27 mars, il a été inculpé pour "atteinte à la réputation de l'État", "diffamation" et "diffusion de fausses nouvelles troublant l'ordre public" en relation avec son livre *Propagande, agitation, harcèlement : la communication gouvernementale pendant la transition au Mali*, publié en

2023. Le livre dénonce la propagande présumée dans la campagne d'information publique du gouvernement malien.

[Lire la suite et voir la liste des signataires](#), en cliquant sur français, en bas à droite de l'écran.



Crédit photo : Maikowl- Shutterstock

UE/Géorgie : appel à mettre fin à la répression de la liberté de la presse

- 12 décembre 2024

PEN International se joint aux organisations partenaires pour demander aux dirigeants de l'UE de mettre fin à la répression des journalistes et à la liberté de la presse en Géorgie.

Madame la Présidente Ursula von der Leyen, Monsieur le Président António Costa, Madame la Présidente Roberta Metsola, Chère Haute Représentante/Vice-présidente Kaja Kallas,

« Nous, organisations internationales de défense de la liberté de la presse, des journalistes et des droits de l'homme soussignées, vous écrivons pour vous faire part de notre profonde inquiétude face aux violences quotidiennes perpétrées dans les rues de Tbilissi et qui visent délibérément les journalistes. Nous appelons l'Union européenne à user de toute son influence pour mettre rapidement un terme à la répression des journalistes en Géorgie.

L'ampleur de la répression exercée sur les médias depuis le 28 novembre, à la suite de la décision du parti au pouvoir, le Rêve géorgien, d'interrompre les négociations de la Géorgie avec l'Union européenne, est sans précédent. »

[Lire la suite et voir la liste des signataires](#), en cliquant sur français, en bas à droite de l'écran.



Image fournie par la sœur de Galal El-Bahairy

Égypte : emprisonné injustement, le poète Galal El-Behairy est privé de soins médicaux

- 13 décembre 2024

PEN International est scandalisé d'apprendre que le poète égyptien Galal El-Behairy est menacé de torture et de mauvais traitements en prison et se voit refuser l'accès à des soins médicaux essentiels. Nous considérons que la détention de Galal El-Behairy est arbitraire et constitue une mesure de représailles pour l'exercice légitime de son droit à la liberté d'expression.

L'organisation demande une fois de plus sa libération immédiate et inconditionnelle et tient les autorités égyptiennes pour responsables de sa santé et de son bien-être dans l'attente de sa libération.

Bien que l'Égypte soit à quelques semaines de son quatrième examen périodique universel devant le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, en janvier 2025, les autorités égyptiennes continuent d'emprisonner arbitrairement des écrivains, dont [Alaa Abdel Fattah](#), Galal El-Behairy et [Ashraf Omar](#), au mépris total du droit international des droits de l'homme.

PEN International appelle les États membres de l'ONU à saisir cette occasion pour faire pression sur le gouvernement égyptien afin qu'il libère immédiatement et sans condition toutes les personnes détenues arbitrairement pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression, y compris Galal El-Behairy, Alaa Abd El-Fattah et Ashraf Omar.

[Lire la suite](#), en cliquant sur français, en bas à droite de l'écran.



UE/Turquie : appel à retirer le projet de loi turc sur les « agents d'influence »

- 11 décembre 2024

PEN International se joint à l'Institut international de la presse et à ses partenaires pour demander à la Commission européenne d'appeler publiquement la Turquie à retirer totalement le projet de loi sur les « agents d'influence ».

Lettre ouverte à la Commission européenne :

« Monsieur le Président von der Leyen,

Nous vous écrivons pour vous faire part de notre profonde inquiétude concernant la proposition d'[agent d'influence](#) qui a été examinée par le parlement turc. Ce projet de loi, initialement présenté au parlement turc en novembre et qui devrait être réintroduit avant la fin de l'année, représente une menace importante pour les libertés fondamentales, notamment la liberté d'expression et d'association, la liberté de la presse et le droit du public à l'information.

Le projet de loi introduit un nouveau délit intitulé "commettre un crime contre la sécurité ou les intérêts politiques de l'État" et stipule que les personnes qui commettent des crimes conformes aux intérêts d'un État étranger ou d'une organisation étrangère, qui vont à l'encontre de la sécurité et des intérêts politiques de l'État turc, seront passibles de peines d'emprisonnement plus lourdes, allant de trois à sept ans. Toutefois, la formulation vague du projet de loi et l'absence de définition claire de ses termes, associées au manque d'indépendance judiciaire de la Turquie, permettraient aux tribunaux de traiter efficacement les critiques du gouvernement comme des espions.

[Lire la suite et voir la liste des signataires](#), en cliquant sur français, en bas à droite de l'écran.



Inde : condamnation du harcèlement du journaliste Mohammed Zubair

Les organisations internationales de défense des droits de l'homme condamnent la plainte pénale déposée contre le journaliste primé et vérificateur de faits Mohammed Zubair, ainsi que l'utilisation continue de la sédition pour cibler les reportages indépendants et les discours d'intérêt public.

Le 27 novembre 2024, il a été annoncé publiquement que la police de Ghaziabad avait déposé un rapport de première information (First Information Report, ou FIR) contre Mohammed Zubair, journaliste primé et cofondateur d'[Alt News](#), un site web indien de vérification des faits à but non lucratif, au sujet d'un tweet que Zubair avait posté sur X.

Mohammed Zubair est depuis longtemps la [cible des](#) autorités indiennes pour ses activités de vérification des faits, de journalisme et d'utilisation des médias sociaux. En juin 2022, il a été arrêté par la police de Delhi et de l'État d'Uttar Pradesh pour un tweet lié aux commentaires d'un porte-parole du BJP à la télévision nationale et pour un autre tweet satirique posté en 2018. Zubair a été accusé de « promouvoir l'hostilité entre différents groupes pour des raisons de religion, de race, de lieu de naissance, de résidence, de langue, etc. » et d'« actes délibérés et

malveillants visant à outrager les sentiments religieux d'une classe en insultant sa religion ou ses croyances religieuses ».

Mohammed Zubair a déposé une requête en vue d'obtenir une libération sous caution provisoire et d'annuler le rapport d'enquête. Le 3 décembre, l'affaire a été entendue par la Haute Cour d'Allahabad, mais les juges se sont récusés et une prochaine audience est prévue. Les organisations signataires ci-dessous se joignent aux parties prenantes indiennes, dont le [Press Club of India](#) et [DIGIPUB News India Foundation](#), pour demander que le FIR soit retiré immédiatement et que le gouvernement indien protège la liberté d'expression.

[Plus d'info et liste des signataires](#), en cliquant sur français, en bas à droite de l'écran.



Argentine : inquiétude concernant la tentative de censure d'un livre de Dolores Reyes

- 22 novembre 2024

PEN International exprime sa profonde inquiétude face à la tentative de censure de *Cometierra*, de l'écrivaine Dolores Reyes, par les autorités argentines. L'organisation demande instamment aux autorités de cesser d'intimider et de stigmatiser les auteurs, les livres et les publications, et de défendre les droits culturels et la liberté d'expression dans le pays.

Le 7 novembre 2024, Victoria Villarruel, vice-présidente de l'Argentine, a qualifié le livre *Cometierra* sur son compte X d'immoral et dégradant, partageant des extraits et appelant à son retrait des écoles et des bibliothèques. PEN International considère qu'il s'agit d'une étape dangereuse vers la censure et l'interdiction de livres sur la seule base des préférences des personnes au pouvoir. En 2024, PEN International a [documenté](#) une augmentation significative des discours stigmatisants et des insultes publiques visant les journalistes, les écrivains, les éditeurs et les médias en Argentine, une tendance qui doit être stoppée.

[Plus d'info](#), en cliquant sur français, en bas à droite de l'écran.



Stock Photo ID : 1127767487. Contributeur de la photo : [Red Confidential](#).

Géorgie : appel à mettre fin à la répression des journalistes et manifestants pacifiques

4 décembre 2024

Les autorités géorgiennes doivent de toute urgence mettre fin à leur répression brutale des manifestants pacifiques et respecter pleinement le droit d'expression et de réunion pacifique, ont déclaré PEN International et PEN Géorgie, alors que les manifestations continuent d'être accueillies par des violences policières dans tout le pays. Ces organisations demandent qu'une enquête rapide, impartiale et approfondie soit menée sur tous les cas de recours à la force, et que les responsables de l'utilisation illégale de la force par la police, y compris les actes de torture et autres mauvais traitements, soient tenus de rendre des comptes. Toutes les personnes détenues simplement pour avoir manifesté pacifiquement doivent être libérées immédiatement et sans condition.

Le 28 octobre 2024, le premier ministre Irakli Kobakhidze [a annoncé](#) que la Géorgie suspendrait son adhésion à l'Union européenne jusqu'en 2028, en réponse à une déclaration [du Parlement européen](#) dénonçant les élections législatives géorgiennes du 26 octobre comme ayant donné lieu à « de nombreuses et graves violations électorales », qui « ne peuvent être considérées comme libres et équitables ». La résolution demandait notamment que les élections soient réorganisées dans un délai d'un an sous supervision internationale. Des milliers de manifestants pro-UE sont ensuite descendus dans les rues de Tbilissi, et les protestations se sont étendues à tout le pays. Selon les [médias](#) et des [groupes de défense des droits de l'homme](#), les manifestations ont été violemment dispersées par les forces de l'ordre, qui ont tiré des canons à eau et des gaz lacrymogènes sur les manifestants. Des hommes cagoulés ont été vus en train de courir dans la foule et de frapper des individus. Des journalistes [ont déclaré](#) avoir été délibérément pris pour cible par les forces de sécurité, et plusieurs d'entre eux ont été brutalement attaqués et ont dû être hospitalisés. Le médiateur de Géorgie a appelé à la fin de la « vengeance et de l'intimidation » de la part des forces de l'ordre, dénonçant les actes de torture et autres mauvais traitements.

[Plus d'info](#), en cliquant sur français, en bas à droite de l'écran.



Israël/Gaza : un regard sur les écrivains tués à Gaza

- 6 décembre 2024

Dans un contexte de violence croissante, les voix de nombreux écrivains palestiniens ont été tragiquement réduites au silence. Entre octobre 2023 et février 2024, 45 artistes, écrivains et militants culturels ont été tués, selon le ministère palestinien de la Culture, dont 13 écrivains et poètes recensés par PEN International.

Cette perte dévastatrice, aggravée par la destruction de sites du patrimoine culturel comme les musées de Gaza et la Grande Mosquée Omari, marque l'une des périodes les plus meurtrières pour les écrivains et une dévastation profonde pour la culture de la communauté palestinienne.

**ACTIVITÉS
DU CENTRE QUÉBÉCOIS
DU P.E.N.
INTERNATIONAL**





Marie-Hélène Poitras, Pierre-Yves Villeneuve, Félix Villeneuve, Alex Viens. Photo : Amnistie internationale

***Livres comme l'air* était de retour au Salon du livre de Montréal**

Après cinq ans d'absence, le Centre québécois du P.E.N. international, l'UNEQ et Amnistie internationale Canada francophone (groupe Montréal-Outremont) étaient heureux de tenir l'activité *Livres comme l'air*, au Salon du Livre de Montréal. Cette activité a permis à des écrivains et écrivaines du Québec de dédicacer une de leurs œuvres à une ou un écrivain·e emprisonné·e quelque part sur la planète. Ces auteurs ont partagé sur scène la biographie des écrivains auxquels ils étaient jumelés et ont lu leur dédicace devant public. Les livres seront ensuite acheminés à la personne désignée, rappelant que la littérature est un acte de résistance et un espace de liberté.

L'activité a eu lieu le dimanche 1er décembre, à 16 h, au Palais des Congrès de Montréal.

Les écrivains québécois jumelés à des auteurs emprisonnés étaient :

Marie Hélène Poitras jumelée à Etienne Fakaba Sissoko (Mali)

Élise Turcotte jumelée à Hany Babu (Inde)

Alex Viens jumelée à Arnon Nampha (Thaïlande)

Félix Villeneuve jumelé à Ilhan Sami Çomak (Turquie)

Pierre-Yves Villeneuve jumelé à María Cristina Garrido Rodríguez (Cuba)

L'animation était assurée par Nora Atalla, vice-présidente de P.E.N.-Québec. *Livres comme l'air* est un rendez-vous annuel dans plusieurs salons du livre et festivals littéraires québécois depuis 1999, un exemple convaincant de collaboration entre diverses organisations. Plus d'une trentaine de personnes se sont présentées pour assister à la lecture.

Un stand permettait aussi de recueillir des signatures pour la libération des cinq écrivains présentés. Un total de 4062 signatures (3847, si on exclut les signatures pour Ilhan Sami Çomak, qui a été libéré entretemps) a été recueilli.



Photo: Marie-France Coallier-Le-Devoir

PEN Québec : deux nouveaux membres au conseil d'administration

Deux nouveaux membres se joindront au conseil d'administration de PEN Québec, au cours de l'hiver et du printemps 2025. Il s'agit de Pierre Samson et de Victor Ramos.

Avant d'être romancier, le Montréalais Pierre Samson a été banquier, chauffeur, barman puis chercheur et scripteur à la télévision. Et lecteur insatiable. Il s'exile en 1995 à Toronto pour écrire en toute paix son premier roman, *Le Messie de Belém*, remarqué par la critique. De retour dans sa ville natale, il publie son second roman, *Un garçon de compagnie*, en lice pour le Prix du Gouverneur général du Canada en 1998. En 2000, il a reçu le Prix de l'Académie pour *Il était une fois une ville*, également finaliste au Prix du Gouverneur général. Avec l'aide de Richard Blaimert, il écrit la série télévisée *Cover-Girl*, diffusée à Radio-Canada. En 2008, le Prix littéraire des collégiens lui a été décerné pour son roman *Catastrophes*. En 2009, il publie *Arabesques* et, en 2013, *La Maison des pluies*, Grand Prix du livre de Montréal. Son roman *Le mammoth* (2019) figure parmi les finalistes du Prix des libraires, du Grand Prix du livre de Montréal et du Prix littéraire des collégiens 2021, en plus de remporter le Prix J.I. Segal remis au meilleur ouvrage québécois traitant d'un thème juif. Sa dernière œuvre, *L'irréparable* (Héliotrope, 2024), [a été bien reçue par la critique](#).



Quant à Victor Ramos, d'origine paraguayenne, installé à Québec depuis plus de 45 ans, laissons-le se présenter lui-même :

« Les différentes disciplines que j'ai étudiées, et que je continue d'étudier, sont simplement des outils à la recherche de solutions équitables et efficaces pour les personnes et la société : agronomie, économie, administration, philosophie, anthropologie et, plus récemment, cybernétique, même si depuis longtemps je suis dans les études de systèmes sociaux. C'est cette perspective systémique, intégrale et dynamique des défis micro et macro qui se trouve au centre de mes préoccupations et actions. Aborder le monde actuel complexe, interdépendant et ultradynamique, nécessite une perspective et des outils qui permettent d'analyser les phénomènes sociaux actuels à partir de différents angles (disciplinaires) et selon les différentes sphères (local/global) afin d'apporter des solutions efficaces et viables à long terme. »

Victor Ramon assure aussi la direction générale du [cercle culturel Gabriel-Garcia-Marquez](#), qui a vu le jour en 2008, à l'issue d'une collaboration entre la Casa Latino-américaine de Québec et l'Institut canadien de Québec.

Renouvellement de votre cotisation

Cher ou chère membre,

Il est maintenant temps de renouveler votre cotisation pour l'année 2025.

Saviez-vous que les frais d'adhésion et les dons de nos membres sont notre seule source de revenus, notre organisme n'étant admissible à aucune subvention gouvernementale?

Votre adhésion au Centre québécois du P.E.N. international contribuera à la libération de plusieurs écrivains à travers le monde ou à la fin du harcèlement qu'ils endurent encore aujourd'hui.

Si vous avez déjà renouvelé votre adhésion, nous vous en remercions.

Si vous ne l'avez déjà fait, nous vous invitons à payer votre cotisation par **Interac** à l'adresse quebec.pen@gmail.com, **en ligne** par **PayPal** ou par **chèque**, à l'adresse suivante :

Centre québécois du P.E.N. international
C.P. 23279
C.P. des boulevards
Laval (Québec) H7N 6K1

Dans tous les cas, il faut **remplir le formulaire** que vous trouverez [en ligne](#).

Votre nouvelle carte sera valide du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025.

En vous remerciant du fond du cœur,

Le Conseil d'administration du Centre québécois du P.E.N. international

Les membres du Conseil d'administration du Centre québécois du P.E.N. international

Président :
Félix Villeneuve

Vice-présidente :
Nora Atalla

Trésorière :
Michèle Bernard

Administrateurs/administratrices :
Gaston Bellemare
Mireille Cliche
Pauline Michel
Benoît Quessy
Sherry Simon

Coordonnatrice :
Dominique Gaucher

Membres d'honneur :
Raïf Badawi (Arabie saoudite)
Asli Erdogan (Turquie)
Angye Gaona (Colombie)
Homa Hoodfar (Iran-Canada)
Rahile Dawut (Chine)
Julian Assange (Australie)

Rédaction : Dominique Gaucher

Révision : Michèle Bernard

La littérature ne connaît pas de frontières et doit demeurer une devise commune à tous.

Charte du PEN



Twitter

Suivez-nous sur Twitter pour rester à jour concernant les nouvelles et autres informations de notre organisme.



Facebook

Souscrivez à notre page Facebook pour suivre nos nouvelles, nouveautés et autres discussions.

[Se désabonner](#)

C.P. 23279, C.P. des boulevards, Laval, Québec H7N 6K1